

ÉTABLISSEMENTS SCIENTIFIQUES

LE BICENTENAIRE ET L'ASBL HORIZON 50-200 :
EN TERMINER AVEC LE GÂCHIS

Dans ses numéros 420 (septembre 2024), 421 (octobre 2024) et 424 (janvier 2025), *diagnostic* a procédé à une analyse approfondie du dossier problématique de la prétendue revalorisation du site du Cinquantenaire à Bruxelles, en vue du futur Bicentenaire de la Belgique en 2030. Retrçons l'historique de ce qui peut être considéré comme une véritable affaire d'État, en livrant les récents développements et en terminant par une comparaison au niveau international.

Pour mémoire, c'est le 25 avril 2022 (MB 08.09.2022), qu'une ASBL, Horizon 50-200 (n° d'entreprise 0408916465), a été créée, à l'initiative de trois ministres du Parti socialiste : Thomas DERMINE pour la Politique scientifique (musées fédéraux et l'Institut royal du patrimoine artistique -IRPA) et Karine LALIEUX pour Beliris, (SPF Mobilité et Transports), auxquels s'était jointe Ludivine DEDONDER, alors ministre de la Défense (pour le Musée royal de l'Armée (MRA), intégré au sein du War Heritage Institute).



En vue de cette célébration nationale, l'ASBL a été chargée de la redynamisation du site (comprenant aussi le parc et ses abords mais qui ne seront pas traités ici) comprenant l'IRPA et les musées qui s'y trouvent implantés, à savoir les musées fédéraux (le Musée d'Art et d'Histoire (MRAH) et le MRA susmentionné) - ainsi que le musée privé Autoworld.

Cette création *ex nihilo* a été maquillée par l'intégration dans une ASBL préexistante (dédiée à la

promotion du seul MRAH) : le nom fut changé en *Horizon 50-200*, l'objet en fut radicalement modifié, les anciens administrateurs débarqués et remplacés les ministres susmentionnés du gouvernement DE CROO, parmi lesquels Mathieu MICHEL (MR) pour la Régie des Bâtiments, administration responsable des bâtiments sur le site. Les administrateurs aux postes clés de l'ASBL étaient les directeurs généraux des musées fédéraux (et de l'IRPA), se trouvant donc, au sein de l'ASBL, sous la tutelle directe de leurs ministres-fondateurs-administrateurs. Pour cadrer l'ensemble, le directeur général de Belspo (administration de la Politique scientifique supervisant le MRAH et l'IRPA), Arnaud VAJDA, prenait la place de président du conseil d'administration (CA). Quant au centre d'exposition Autoworld, le troisième « musée » sur le site mais qui est de nature privée, il n'y était alors pas (encore) représenté.

Le projet de plan directeur ('*masterplan*') confié par la Régie des Bâtiments au bureau SUM Project en vue de « redynamiser » les musées (et le parc) a reçu un aval du gouvernement fédéral d'A. De Croo (Open VLD), juste avant les élections du 9 juin 2024, c.-à-d. en court-circuitant délibérément tout débat au Parlement. Plutôt que de renforcer les musées - ce que prétendait vouloir faire la pseudo ASBL - le projet des ministres consistait en réalité en un démantèlement pur et simple des espaces et des collections du MRAH et, surtout, du MRA (v. *diagnostic* n°420). Cependant, une pétition rassemblant 39.726 signatures - un record absolu en matière de patrimoine -, organisée par le Comité de riverains Montgomey-Tervueren avec l'appui de l'ASBL Art & Heritage et d'autres associations¹, s'est élevée contre un projet

aussi destructeur pour l'étude de l'Histoire et le patrimoine, prélude à une régionalisation des collections fédérales vers la Flandre (surtout) et vers la Wallonie (un peu moins), qui aurait privé Bruxelles d'une partie de son attractivité touristique et de ses « gisements patrimoniaux » que sont les collections, essentiels à la renommée et indispensables à la recherche scientifique de ces établissements scientifiques fédéraux (ESF). Il s'agissait aussi, très vraisemblablement, d'une première étape vers la dislocation des autres musées fédéraux situés sur la future artère (*museum mile*) devant relier le Cinquantenaire au centre-ville. Au-delà de ce *masterplan*, c'est en fait une vaste opération immobilière (comprenant les importantes scénographies muséales à y monter), qui était mise en œuvre, en dépouillant l'État fédéral d'une large partie de ses « bijoux de famille » muséaux au profit d'intérêts privés.

En septembre 2024, *diagnostic* pointait le caractère irrégulier de cette association agissant telle une société-écran, avec ses opacités structurelles, sa programmation surfaite², sous-tendue par une communication ronflante, ses graves défauts de gestion (absence de dépôt des comptes et autres dispositions légales et statutaires conformes). Le caractère manifestement illicite de cette ASBL « fabriquée » était révélé : au conseil d'administration, un sévère conflit d'intérêts concernait (et concerne toujours) le nouveau président Bruno VAN LIERDE, qui est en même temps

² Les activités développées par l'ASBL se limitaient à une « labellisation », c.-à-d. une récupération, dans son programme, d'activités organisées par d'autres opérateurs culturels.

¹ Notamment celles des Amis du MRA : la SRAMA et l'AELR.

le directeur général ('CEO') de Tempora, une firme qui s'occupe de musées. Quant aux ministres-administrateurs, les graves suspicions des délits de coalition de fonctionnaires et d'abus d'autorité pouvaient peser sur eux.

En outre, on peut constater que la gestion de l'ASBL s'avère catastrophique (outre l'admission du conflit d'intérêts susmentionné), le conseil d'administration n'assurant manifestement pas son rôle de contrôle : la directrice des opérations ('COO') Yasmina AMIRE est licenciée fin juin 2023 pour avoir, selon les dires des ministres, gaspillé l'argent de l'association (389.000 euros de subvention par an via Belspo) - un élément invérifiable pris pour argent comptant par la presse - et le directeur de la programmation, Paul DUJARDIN - seul détenteur d'un profil à la compétence culturelle indiscutable sur le plan national et international a démissionné, tout en étant ciblé par les ministres auprès de la presse.

Une nouvelle directrice a été désignée en avril 2024, supposée cumuler les deux fonctions (ce qui n'est pas prévu à l'époque dans les statuts), Isabel CASTELEYN, épouse de l'ancien secrétaire d'Etat (CdH devenu Les Engagés) Melchior WATHELET junior. I. CASTELEYN, désignée comme administratrice déléguée à la gestion journalière de l'ASBL, allègue un profil lui permettant « toute activité d'administration, de management, de direction », le « conseil aux services publics en matière de planification, l'organisation, de rendement, de contrôle et d'information de gestion » (profil défini dans une SPRL dont elle est administratrice (n° d'entreprise 0630.679.251)) ainsi qu'en matière de « relations publiques » (elle a été notamment la porte-parole de son mari et directrice générale ('CEO') du cercle d'affaires The Merode).

On peut malheureusement constater que l'ASBL ne s'en porte pas mieux qu'auparavant : celle-ci se trouve à l'arrêt quasi complet (on paie donc des gens à ne rien faire depuis au moins neuf mois !), la programmation et les ateliers participatifs annoncés

sont inexistantes et, comme on le verra plus loin, d'importants manquements statutaires continuent à être perpétrés à ce jour. Le profil allégué de la directrice n'apparaît donc pas adapté à la réalité de terrain...

Consécutivement au dérapage budgétaire, le directeur général de Belspo, A. VAJDA, s'enorgueillissait dans la presse d'avoir « récupéré » les agents licenciés de l'ASBL au sein de son institution : les agents ayant réussi des examens de Selor/Travaillerpour ont dû apprécier...

Quoi de neuf ?

Depuis lors, les directeurs généraux des ESF ont quitté leurs fonctions-clés au sein de l'ASBL, tout en restant cependant membres de droit, s'ils en font la demande, de même que A. VAJDA qui y a également quitté successivement les fonctions de président puis de président de l'assemblée générale pour rejoindre la catégorie des membres de droit.

Au MB du 26.09.2024, l'ASBL adaptait de façon tardive ses statuts, tâchant de rectifier, partiellement, les nombreuses irrégularités et carences relevées par le GERFA. Le rôle joué en sous-main par Autoworld y était enfin mis au grand jour,



puisque ce musée purement privé intègre le CA et se trouve dorénavant inscrit sur la liste des bénéficiaires en cas de dissolution de l'ASBL Horizon 50-200. Le vaste réseau des « connexions » - ne doit-on pas plutôt parler de « collusions » ? - entre Autoworld et le lobby automobile, Horizon 50-200 et d'autres institutions ayant pignon sur rue (dont la Fondation Roi Baudouin ou l'Etat fédéral lui-même) a été identifié dans le *diagnostic* n° 424.

L'accord 2025-2029 du nouveau gouvernement DE WEVER (N-VA), publié

le 12 février 2025, a apporté deux éléments neufs et importants : confirmant le projet de revitalisation du Cinquantenaire pour y accueillir la célébration du Bicentenaire, il y est d'abord stipulé que « *L'opportunité de conserver l'ASBL Horizon 50-200 sera vérifiée* » (p. 76). Ensuite, « *Nous revaloriserons le rôle du War Heritage Institute [le MRA in casu] sur le plan muséal et de la mémoire en étudiant les possibilités de collaboration avec les secteurs public et privé afin de gérer efficacement les collections et de les exposer de manière inspirante. Nous révisons le Masterplan 2030 du Cinquantenaire de manière à ne pas mettre en péril la pérennité du Musée royal de l'Armée* » (p. 186). Non seulement la question de la pertinence d'action d'Horizon 50-200 se trouve clairement posée, mais, surtout, le spectre du démantèlement du MRA semble se dissiper.

Mais où en est aujourd'hui cette fameuse évaluation de l'ASBL ? On notera pourtant qu'elle ne devrait pas être compliquée puisqu'il n'y a toujours pas eu d'activités ou de rencontres 'citoyennes' (pourtant prévues dans les statuts de l'ASBL) depuis deux ans, ni même de remise en ordre sérieuse des comptes (v. infra).

Mais les irrégularités continuent encore et toujours...

Le 16 janvier 2025, le président B. VAN LIERDE, dans une tentative de sauver les meubles, déposait pour la première fois les comptes 2023 de l'ASBL au greffe du tribunal de l'entreprise ; une obligation légale dont les administrateurs et la déléguée à la gestion s'étaient dispensés auparavant.

La belle affaire ! Il manque toujours les comptes de 2022 ainsi que ceux remontant à 2016 (à la suite de l'incorporation de l'association de promotion du MRAH), soit neuf années d'arriérés toujours non justifiés. Pourtant, de façon étonnante, la Banque Carrefour des Entreprises (BCE - SPF Economie) indique sur son site Internet que l'association se trouve dans « *situation normale* » alors que les obligations

légal ne sont plus remplies depuis longtemps : à tout le moins, ceci interroge la fiabilité des données de la BCE.

Mais la gestion défailante d'Horizon 50-200 ne s'arrête pas là : le déficit indiqué pour 2023 se monte à 135.767 euros. De façon singulière, l'ASBL part d'un report budgétaire non explicité (vu l'absence de comptes pour 2022) et incorpore dans ses actifs une promesse de paiement d'un apport non identifié de 40.000 euros. Outre ces anomalies, qui donc aurait encore intérêt à verser de l'argent à une ASBL aussi opaque, sans activités réelles et aussi mal gérée ? S'agirait-il de Belspo, de Beliris, de la Loterie nationale, de l'Union européenne ou encore de la Fondation Roi Baudouin ? Un mystère que seuls les parlementaires seraient à même de lever.

En outre, d'autres enfumages perdurent : la BCE (consultée en mai 2025) continue à mentionner Y. AMIRE (partie depuis juin 2023) comme contact et non I. CASTELEYN, nommée depuis un an ; le tout sans aucune mention des coordonnées de contact ! L'ASBL est décidément passée maître dans l'invisibilisation des données légales, œuvrant essentiellement en sous-main, à coup de relations personnelles et politiques.

Dès lors, on ne peut que demeurer stupéfait par les carences de gestion et l'impunité dont jouissent les responsables de cette association inopérante, qui travaille en marge des lois et règlements. Quelle autre association pourrait bénéficier d'un tel régime de faveur, dans un contexte de supposée rigueur budgétaire ?

Les ministres du Parti socialiste ayant été rejetés dans l'opposition après les élections, ce sont d'autres partis - Les Engagés en tête, comme l'a montré l'article du *diagnostic* n° 424 - qui ont repris la main pour maintenir à tout prix (au sens littéral du terme) cette ASBL.

Quand donc les partis du nouveau gouvernement vont-ils se décider à ne plus soutenir une entité aussi moribonde qu'inefficace, ayant démontré aux différentes étapes de son existence, un tel manque élémentaire de bonne gestion ?

Plus fondamentalement, derrière cette mauvaise gestion de l'ASBL et des fonds publics qui lui sont octroyés pour un résultat plus que médiocre (auparavant) ou inexistant (aujourd'hui), ce qui frappe, c'est l'absence de sursaut général vis-à-vis de l'attaque la plus grave qui ait jamais été commise à l'encontre d'institutions scientifiques belges (les deux musées ESF) dont les missions sont de faire de la recherche et d'éduquer les publics au travers des médias de l'exposition, des publications et des activités pédagogiques.

En effet, actuellement, on notera que le monde démocratique s'indigne des coupes budgétaires et des ingérences du président TRUMP vis-à-vis des universités américaines et de sa volonté de faire disparaître l'Histoire pour mieux la réécrire. C'est pourtant exactement ce qu'ont tenté les ministres du gouvernement précédent via son bras armé Horizon 50-200 et grâce à ses puissants relais, en voulant réduire nos deux ESF à des lunaparks muséaux.

Ainsi, depuis 2022, l'ensemble de la presse écrite n'a fait que relater de façon complaisante le projet de démantèlement des ESF et, une fois les informations sorties par le GERFA, n'a jamais voulu se saisir du dossier.

La BCE mentionne le dossier « en situation normale » alors qu'il est manifestement en infraction depuis très longtemps ; de même, le tribunal de l'entreprise, pourtant au courant de longue date, fait le gros dos.

Et l'Inspection des Finances, membre elle-même de l'ASBL (!), a donné son *imprimatur* à ces diverses manœuvres délétères et

continue à ne rien vouloir voir ou rectifier, ce qui relèverait d'une prise illégale d'intérêt. Quant aux parlementaires, après s'être fait scandaleusement court-circuiter, ils se contentent, de leur propre aveu, de réponses laconiques, tout à fait incomplètes et imprécises, se laissant « balader » depuis bientôt trois ans, sans réaction à la hauteur de cet enjeu démocratique pourtant majeur.

Tout ce qui vient d'être cité ne mériterait-il pas qu'on examine au plus près ces graves dysfonctionnements de l'État et la totale impunité dont jouit, encore et toujours, cette association ?

Quant au Bicentenaire, actuellement dévoyé et prétexte à des opérations immobilières juteuses sous couvert d'une « redynamisation », il devrait se centrer plus utilement sur les enjeux sociétaux actuels, en convoquant la rigueur historique et la participation des citoyens autour des questions les plus importantes et préoccupantes d'aujourd'hui ; la mission des musées fédéraux n'est-elle précisément pas celle-là : éclairer le présent et le futur de notre Histoire au regard du passé et des tendances actuelles ?

